

uniterre



FEVRIER 2021
N° 1 66^e ANNEE
JAB 2518 NOOS

WWW.UNITERRE.CH

ELEVAGE
Pistes de discussion

PAS DE LIBRE-ÉCHANGE
avec l'Indonésie. Arguments

ASSEMBLEE GENERALE
En visio à cause du Covid

LE JOURNAL PAYSAN INDÉPENDANT



ET LES HUMAINS ?

EDITORIAL

ULRIKE MINKNER
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Est-ce que tu peux en vivre? C'est la question qu'on me pose régulièrement quand je parle de mon travail en tant que paysanne. Non, ce n'est pas possible. J'ai un petit salaire d'appoint chez Uniterre (groupe de rédaction et mise en page du journal). Ce n'est pas une exception, c'est la règle. Le rapport agricole 2020 dit à ce sujet: "Dans les régions des collines et des montagnes, le revenu réalisé hors de l'agriculture constitue une part plus importante du revenu total (34%) que dans la région de plaine (28%)." Conclusion: Pour de nombreuses fermes, le revenu réalisé hors de l'agriculture constitue une part importante du revenu total, à hauteur d'un tiers environ. Dans mon cas, je peux réaliser le travail pour Uniterre depuis chez moi, c'est idéal. Je n'ai pas besoin de me rendre ailleurs et en général et je peux choisir le moment qui me convient le mieux. La plupart des paysannes et des paysans n'ont pas cette chance. Ils doivent organiser leur journée à la minute près: il faut gérer les animaux, les enfants, la cuisine, les cultures, les machines, la vente directe et le travail à l'extérieur de façon à ce que tout le monde soit satisfait, sans oublier les relations au sein de la famille, celles avec les employé.e.s et les contacts sociaux en général.

J'aimerais me pencher plus particulièrement sur les femmes. Il y en a qui travaillent en dehors de la ferme et dont les revenus complètent celui de la ferme. Dans de nombreux cas, elles ont quand même la charge du ménage et de la garde des enfants. Il y a des femmes qui ne travaillent que sur la ferme et d'autres encore qui partagent leur temps de travail. Il n'y pas de norme, mais nous avons un point commun: des journées bien remplies. Par ailleurs, le rapport agricole confirme une autre tendance: le nombre de fermes diminue, tandis que la taille des fermes restantes s'accroît. "En 2019, la Suisse comptait au total 50 038 exploitations, soit 814 de moins que l'année précédente (-1,6%). En 2000, il y en avait encore 70 537." En revanche, la taille des exploitations et des machines a augmenté. Derrière ces chiffres, il y a des humains et des destins. Si les fermes s'agrandissent, alors que le nombre d'actifs diminue, cela a des conséquences. Souvent, ces fermes sont très endettées et le travail se fait dans la solitude – on ne peut pas parler de nos soucis ou du manque de perspectives avec les machines, les robots et les ordinateurs.

Au sein d'Uniterre, nous discutons beaucoup, nous organisons et critiquons, nous nous impliquons et nous formulons des demandes pour une agriculture viable et tournée vers l'avenir, pour la préservation de nos moyens de subsistance communs. Pour poursuivre notre travail, nous avons besoin de vous toutes et tous. Et nous attendons avec impatience les moments d'échanges, vos interventions créatives et votre soutien financier et intellectuel pour la nouvelle année. •

AFFOURAGEMENT EN HIVER

QUELS ÉLEVAGES POUR DEMAIN ?

VANESSA RENFER
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

RUDI BERLI
MARÂCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Une initiative contre l'élevage intensif a facilement obtenu les 100'000 signatures et sera donc soumise au vote populaire, à une date encore inconnue. Afin de favoriser le bien-être animal, elle demande entre autres la réduction drastique des effectifs animaux au sein des fermes suisses. Uniterre n'a pas encore pris position et souhaite donc lancer le débat parmi ses membres.

"PAS D'ÉLEVAGE INTENSIF EN SUISSE", c'est le nom exact de cette initiative populaire fédérale lancée par le groupement politique Sentience Politics en juin 2018. Les signatures ont été déposées en septembre 2019 à la Chancellerie fédérale, 106'125 paraphes ont été validés. Dans un délai de 25 ans dès son acceptation par le peuple, le texte demande, en résumé :

- La suppression de l'élevage intensif
- Une amélioration des conditions de détention (notamment les sorties en plein air et une augmentation de la surface par animal)
- La régulation des importations afin que celles-ci respectent les normes en vigueur en Suisse

Force est de constater que ce texte pose des questions intéressantes et impose que paysannes et paysans, mais également consommatrices et consommateurs, s'interrogent sérieusement sur leur lien aux animaux de rente et sur la consommation de leurs produits. Il n'est jamais aisé de se remettre en question, mais il est toujours bénéfique d'oser poser de vraies questions et de prendre le temps d'y répondre.

1. QU'EST-CE QUE L'ÉLEVAGE INTENSIF, ET EXISTE-T-IL EN SUISSE ?

Selon Wikipédia, l'article "Élevage intensif" donne la définition suivante: "L'élevage intensif est une forme d'élevage industrialisé qui vise à augmenter fortement le rendement de cette activité, notamment en augmentant la densité d'animaux sur l'exploitation ou en s'affranchissant plus ou moins fortement du milieu environnant (confinement). Ce type d'élevage est particulièrement connu du grand public par l'élevage en batterie de volailles, mais concerne un large panel d'animaux: vaches, porcs, lapins, saumons... Cette méthode d'élevage industriel est apparue à la fin de la Seconde Guerre mondiale." Forte densité d'animaux et confinement sont deux critères qui s'appliquent aux élevages de volailles et de porcs en Suisse, et parfois de bétail bovin aussi. A cet égard, l'élevage industriel est une réalité dans nos contrées, même si par ailleurs les normes sont ici plus strictes qu'elles ne le sont à l'étranger. Toute la question est donc de savoir où nous devons situer la limite!

2. QUELLES SONT LES ATTENTES DES CONSOMMATEUR.TRICE.S VIS-À-VIS DE LA GARDE D'ANIMAUX ?

Alors que la plupart des achats alimentaires se font en grande surface, l'immense majorité des consommateurs n'a qu'une vision très incomplète de la réalité de l'élevage. Le marketing agressif des grandes enseignes, qui s'appuie fortement sur une conception idéalisée de l'agriculture, participe à créer une représentation biaisée de l'élevage. De ce fait, le fossé entre la réalité et les attentes se creuse toujours plus. Ainsi il paraît difficile de concilier ces deux extrêmes. Difficile également de satisfaire tout le monde et tous les budgets.

3. QUELS SERAIENT LES IMPACTS SUR L'AGRICULTURE EN CAS D'ACCEPTATION DE L'INITIATIVE ?

Disons-le clairement, 99% des élevages de volailles deviendraient "hors-la-loi". Les écuries porcines seraient probablement dans le même cas de figure. Les unités d'engraissement bovin, qui n'offrent en général aucun accès au pâturage, également. Cette baisse drastique des effectifs animaux aurait un impact considérable sur le revenu de familles qui ont fait de lourds investissements (notamment les grands poulaillers et les stabulations libres), ainsi que sur la disponibilité des engrais de ferme. Elle imposerait une réorientation vers d'autres productions là où la topographie ne le permet pas toujours.

4. QUEL EST LE JUSTE PRIX POUR DE LA VIANDE, DES PRODUITS LAITIERS OU DU MIEL ISSUS D'UN ÉLEVAGE PAYSAN RESPECTUEUX DES ANIMAUX ?

On en revient toujours au nerf de la guerre, et ce n'est pas sans raison. Ce sont des critères économiques qui ont mené la paysannerie à investir le créneau de l'élevage industriel, ou semi-industriel, car à défaut de recevoir un prix correct, seule une augmentation du cheptel permettrait de dégager un maigre revenu. Pourtant, des prix équitables peuvent permettre de sortir de ce modèle, si tant est que ce soit bien la volonté des citoyennes et citoyens: les actes d'achat doivent être cohérents avec les demandes faites au monde paysan.

CE NE SONT QUE DES ÉBAUCHES DE RÉFLEXION. La thématique est complexe et ne saurait se satisfaire de réponses toutes faites. Afin d'élaborer sa prise de position, c'est tout un dossier que l'équipe d'Uniterre souhaite monter, ceci dans le but d'inclure tous les tenants et aboutissants de l'avenir de l'élevage en Suisse.

TOUS NOS MEMBRES, qu'ils soient paysan.ne.s ou consommateur.trice.s, sont donc vivement encouragés à nous transmettre leurs avis, leurs craintes et leurs espoirs. Nous vous en remercions.

Vanessa Renfer – v.renfer@uniterre.ch
Rudi Berli – r.berli@uniterre.ch

LE COURRIER

**Votre
abonnement,
la garantie
d'un média
indépendant**

**Essai Web
2 mois: CHF 19.-**

www.lecourrier.ch

POLITIQUE AGRICOLE : UN CHANGEMENT DE PARADIGME NECESSAIRE

MICHELLE ZUFFEREY
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Lors de la session de décembre 2020, le Conseil des Etats a décidé de suspendre les débats sur la politique agricole dès 2022 (PA22+). Uniterre n'était pas non plus satisfaite du projet, estimant qu'il renforce la pression sur les prix, l'intensification des pratiques agricoles et la mise en concurrence des paysan.ne.s de Suisse et du monde.

CONTRAINTES ÉLEVÉES ET PRIX BAS. Les paysan.ne.s ont des contraintes toujours plus grandes, pourtant les prix à la production sont en baisse constante. Le niveau d'endettement des familles paysannes est le plus élevé d'Europe. Pris à la gorge par le système, les paysan.ne.s n'ont plus de marge de manœuvre. Le projet PA 22+ renforce encore cette situation qui mène à l'érosion du nombre de fermes en Suisse au profit d'unités de production plus grandes et spécialisées et, par conséquent, beaucoup plus vulnérables, car souvent tributaires d'un seul produit. En cas de mauvaises récoltes, de maladies ou autres, elles n'ont pas d'alternatives.

POUR UNE AGRICULTURE RÉSILIENTE. La PA doit se concentrer sur les prix payés aux paysan.ne.s, notamment sur une meilleure répartition de la valeur ajoutée au sein des filières. Elle doit soutenir une production diversifiée et un élevage le plus indépendant possible des importations. La recherche doit être renforcée en vue de la création de filières 100% suisses et écologiques: sucre suisse, élevage bovin à l'herbe (viandes de l'alpage). Et les paiements directs doivent soutenir les efforts de transition des paysan.ne.s vers une agriculture encore plus respectueuse de l'environnement.

LE RENVOI DE LA PROPOSITION À SON EXPÉDITEUR est une opportunité pour tenter d'influencer le débat dans la bonne direction. Il s'agit maintenant de la saisir!

FÊTONS LES 70 ANS D'UNITERRE

En 1951, l'"Union des producteurs suisses (UPS)" a été fondée à Lausanne. Elle a réuni les différents comités de contestation paysanne de Suisse romande et s'est inspirée de la forme d'organisation et du programme de l'UPV (Union des producteurs valaisans). Ce dernier a été fondé à Sion en 1949 sous la direction de René-Albert Houriet, membre du Parti ouvrier populaire (POP). Les exigences de l'époque sont similaires à celles d'Uniterre aujourd'hui: une garantie de prix pour assurer un revenu décent aux agriculteurs et le blocage des importations tant que les produits locaux n'ont pas été vendus. "L'Union formule et promeut les revendications des agriculteurs. Si nécessaire, elle se battra", affirme le même programme.

En 2021, nous célébrerons le 70e anniversaire d'Uniterre. Nous aimerions profiter de l'occasion pour former un comité d'organisation dans les semaines et les mois à venir, non seulement pour passer en revue l'histoire mouvementée d'Uniterre, mais aussi pour organiser un programme varié de célébrations. Votre engagement est le bienvenu: 70ansdelutte@uniterre.ch

DES ARGUMENTS, QUESTIONS ET RÉPONSES SUR LE RÉFÉRENDUM

MATHIAS STALDER
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Quelle est la raison principale pour laquelle Uniterre soutient le référendum contre l'accord de libre-échange (ALE) avec l'Indonésie ?

Mathias Stalder: Le lancement du référendum a été initié par Willy Cretegny, viticulteur biologique de Satigny dans le canton de Genève, et Uniterre a été impliquée dès le début. Depuis son lancement, le référendum est soutenu par une large alliance de plus de 50 organisations. L'un des impacts principaux pour l'agriculture suisse est la forte pression sur les prix de la production indigène de cultures oléagineuses. Aujourd'hui, l'huile de palme est 18 centimes moins chère que l'huile de colza et de tournesol; avec l'accord, cette différence pourrait atteindre 60 centimes. Cela peut sembler anodin, mais les transformateurs vont miser encore davantage sur l'huile de palme. Pour l'agriculture suisse, le libre-échange n'aura que des effets négatifs. Elle ne peut pas concurrencer les prix du marché mondial et se fait écraser par les grands transformateurs et négociants. En général, le libre-échange va de pair avec une forte concentration du marché.

Les partisans affirment que l'accord de libre-échange favorise l'huile de palme durable. N'est-ce pas ce que vous voulez ?

M.St.: Le système de certification RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) est une farce car il est inefficace et basé sur la bonne volonté des parties. Des ONG de premier plan comme Greenpeace ont identifié des violations systématiques de ce label: incendies, pertes de tourbières et violations des droits de l'homme et du travail. Ils en concluent qu'il n'y a pas de différence significative entre les plantations certifiées et non certifiées. De surcroît, une étude récente¹ montre que 75 % des plantations RSPO sont situées sur d'anciennes terres forestières.

Des mécanismes de contrôle clairs et un système judiciaire font défaut à cet accord. La clause de durabilité tant vantée se réduit comme peau de chagrin. La loi omnibus adoptée le 5 octobre 2020 a encore affaibli les normes écologiques et sociales. Cela démontre que le gouvernement indonésien n'a pas l'intention de protéger les communautés locales, les peuples indigènes et les petits agriculteurs. Des centaines d'entre eux sont directement touchés par des conflits fonciers, des expulsions et des expropriations. C'est une menace très réelle pour leur sécurité alimentaire.

Selon ses partisans, l'accord de libre-échange apporte divers avantages (protection de la propriété intellectuelle, élimination des obstacles techniques au commerce, sécurité accrue des investissements). Qu'en dites-vous ?

M.St.: Les accords de libre-échange sont des instruments destinés à garantir des privilèges et la richesse des entreprises multinationales. Le respect de la propriété intellectuelle est un instrument protectionniste (p. ex. L'accord ADPIC²) qui ne doit en aucun cas être utilisé à l'encontre du droit aux semences. Par conséquent, l'obligation d'utilisation du système UPOV91 ne doit pas faire partie des accords de libre-échange³.

Les deux partenaires commerciaux affichent déjà des taux de croissance significatifs de leurs exportations. L'Indonésie bénéficie actuellement de cette tendance. Economiesuisse parle d'un potentiel d'économies annuelles de 25 millions de francs pour l'industrie suisse des exportations (à un taux moyen de 8%). Au niveau économique suisse, c'est tout à fait insignifiant et ne peut pas justifier le renforcement de la concurrence pour les ressources globales (l'huile de palme, le charbon et le bois) qui sont à l'origine de graves violations des droits de l'homme, de l'accaparement des terres et de la destruction de la biodiversité. Pour nous, il est donc très clair que la priorité revient à la protection des sols, des arbres, de l'eau, des animaux, des plantes et des personnes, tout particulièrement dans le contexte actuel de crise climatique et environnementale.

Quelle est votre alternative à l'accord de libre-échange avec l'Indonésie ?

M.St.: Les dogmes néolibéraux des ALE nés dans les années 1990 sont dépassés. Il est temps de construire des relations commerciales durables. La crise actuelle du COVID montre à quel point la mondialisation est fragile. Elle met en évidence notre dépendance à des chaînes d'approvisionnement mondiales, non seulement pour la santé, mais surtout pour l'alimentation. Nous pouvons y remédier grâce à des systèmes d'approvisionnement locaux et durables avec des emplois locaux. La durabilité, y compris la durabilité sociale et environnementale, doit être prise en compte à tous les niveaux. Sans cela, on menace la stabilité sociale ici et là-bas et accélère la destruction de nos moyens de subsistance.

Pourquoi avons-nous besoin d'un NON dans les urnes le 7 mars 2021 ?

M.St.: La production d'huile de palme est représentative d'une production malavisée et méprisante de l'Homme et l'environnement. Elle est l'incarnation d'un système économique à courte vue, uniquement axé sur le profit, qui, pour un nombre croissant de personnes, atteint clairement ses limites sociales et écologiques. En ce sens, nous donnons

suite à l'initiative pour des multinationales responsables et refusons cet accord de libre-échange qui promet la durabilité, alors qu'en réalité, il cimente une politique qui nuit aux personnes et à l'environnement.

PRENONS L'EXEMPLE DE L'EXTRACTION DU CHARBON :

L'Indonésie est le premier exportateur mondial de charbon et la surface d'extraction s'étend sur 17,5 millions d'hectares. Cela correspond à plus de 10% de la superficie du territoire. Une grande partie des mines se trouvent sur des terres de riziculture. L'ONG "Jatam" estime que 1,7 million de tonnes de riz sont perdues chaque année et que 6 autres millions de tonnes sont menacées par la pollution des eaux.

POUR EN SAVOIR PLUS:

www.stop-palmoel.ch

¹ Cazzolla Gatti, R., & Velichevskaya, A. (2020). Certified "sustainable" palm oil took the place of endangered Bornean and Sumatran large mammals habitat and tropical forests in the last 30 years. *Science of the Total Environment*, 742, 140712. doi:10.1016/j.scitotenv.2020.140712

<https://news.mongabay.com/2020/08/palm-oil-certification-sustainable-rspo-deforestation-habitat-study/>

² Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
Voir: <https://www.ige.ch/fr/droit-et-politique/evolutions-internationales/autres-organisations/omc.html>

³ Voir la Coalition suisse Droit aux semences: <https://www.recht-auf-saatgut.ch/>
<https://voir-et-agir.ch/la-reponse-du-seco-est-insuffisante/>
<https://fastenopfer.ch/category/recht-auf-nahrung/agrarindustrie-und-sicherung-der-lebensgrundlagen/>



DES MEMBRES QUI S'ENGAGENT

MATHIAS STALDER
SECÉTAIRE D'UNITERRE

Le projet de lait équitable, le travail autour de la mise en œuvre des droits des paysan.ne.s (UNDROP) ou le référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, qui a été pris au pied levé, montrent ce qu'Uniterre est capable de réaliser. Mais notre objectif doit être de soutenir nos membres et nos commissions et d'améliorer la perception de nos valeurs et de nos campagnes par le public. Nous devons suivre notre mission et améliorer la situation socio-économique des paysannes et des paysans et défendre des prix équitables.

DEPUIS QUELQUES MOIS, le secrétariat et le comité envisagent des changements importants pour renforcer l'implication des membres dans le travail d'Uniterre. D'une part, le comité devrait être renforcé et devenir un organe stratégique à part entière. Pour ce faire, il devra prendre la responsabilité de la gestion des affaires conformément aux statuts, mettre en œuvre les résolutions de l'assemblée générale, suivre les finances et leur utilisation ciblée, assurer la transparence, façonner de manière significative la culture de l'association et renforcer la communication interne et externe. Concrètement, le comité serait élu pour deux ans (modification des statuts) afin d'assurer une certaine continuité. Les responsabilités et les cahiers de charge seront donc redéfinis. Le comité sera composé de 7 membres (issus des sections cantonales ou des commissions thématiques) et il devra refléter la diversité d'Uniterre. En outre, deux nouvelles commissions spécifiques accompagneront le comité. Une commission juridique, composée de 2 à 3 juristes qui partagent la vision d'Uniterre, pour apporter un soutien sur les questions de politique agricole ainsi que sur d'éventuels cas juridiques spécifiques. Et une commission consultative, par exemple sur des sujets tels que le marché laitier, le génie génétique, les semences, etc. La tâche de cette commission sera la préparation des dossiers et la formulation de propositions politiques, par exemple pour le groupe interparlementaire pour la Souveraineté alimentaire. Elle pourra être mobilisée pour des campagnes spécifiques et sera composée de membres des sections et des commissions, mais elle sera aussi ouverte aux personnes issues de la recherche, de la vulgarisation et de la formation agricole, ainsi qu'aux transformateurs et aux consommateurs. Notre travail doit être axé davantage sur l'ensemble du système alimentaire et inclure ses acteurs dans notre processus organisationnel.

Il est primordial que davantage de membres agissent en tant que porte-parole, que ce soit en tant que paysan.ne ou en tant que membre d'une commission thématique (femmes, lait, agriculture). Notre objectif est de disposer d'au moins deux nouveaux porte-parole par région linguistique. Ils et elles seront les contacts médiatiques d'Uniterre et joueront un rôle clé dans la perception de notre organisation. Si vous voulez participer, contactez-nous!

LES MEMBRES ENGAGÉS DES SECTIONS SONT LA BASE DE NOTRE TRAVAIL. Là aussi, il est important d'organiser des activités, qu'il s'agisse d'une visite d'exploitation, d'un débat sur la politique agricole ou de campagnes lors de manifestations agricoles. Les sections travailleront en collaboration avec nos organisations amies au niveau local. Elles seront soutenues par un coordinateur régional du secrétariat.

Lors d'une prochaine réunion (le 20 mai 2021), nous aimerions discuter avec vous de ces propositions et concrétiser ce processus avec vous. L'objectif est d'établir un calendrier avec des campagnes concrètes au cours des deux prochaines années et ainsi, dans l'année du 70^e anniversaire d'Uniterre, faire avancer cette transition organisationnelle. Nous serions ravis de votre participation! Sachant que beaucoup d'entre vous ne disposent que d'un temps limité, nous nous réjouissons de toute coopération, de toute suggestion et de toute initiative venant de votre part. Parce que nous ne voulons pas prendre notre retraite avant longtemps! Au contraire, les prochains mois, nous mettront au défi plus que jamais. •



LAIT ÉQUITABLE: UN GRAND SUCCÈS

BERTHE DARRAS
COOPÉRATIVE DU LAIT ÉQUITABLE

La coopérative du Lait équitable espérait vendre 400 000 litres de lait la première année. Elle aura fini l'année 2020 avec plus d'1 million de litres de lait vendus.

BILAN D'UNE ANNÉE RICHE

Avec le lancement de nouveaux produits: la brique de lait demi-écrémé (1,5% MG), le Petit boisé de la fromagerie de Grand Pré, la fondue moitié-moitié Gruyère AOP/Vacherin Fribourgeois AOP de la fromagerie du Vacherin Fribourgeois SA à Bulle mais aussi des crèmes à café équitables pour la restauration.

- Avec une augmentation constante des points de vente: en plus de Manor, l'enseigne Spar en Suisse alémanique s'est ralliée au projet en juin 2020 ainsi que les magasins PAM et Edelweiss en Valais; mais aussi Aligro, culturefood. Et d'autres établissements nous soutiennent: le CHUV, des crèches et restaurants d'entreprises (Novae, Eldora), des restaurants et cafés: au total, ce sont environ 400 points de vente et soutien sur toute la Suisse!
- Avec la mise en place de belles collaborations: des sites de vente en ligne tel que Farmy.ch, labelbleu.ch; la maison chocolathé et Intchié No, à Sion.
- Avec de belles récompenses: le prix PERL et le prix de la Loterie Romande dans le cadre de la Semaine du Goût.

DE NOUVEAUX COOPÉRANTS EN 2021. 20 nouveaux et nouvelles producteur.trice.s de lait ont rejoint la coopérative début janvier 2021, réparti.e.s entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Désormais, la coopérative compte environ 60 producteur.trice.s. Chaque année, l'intégration se fait en douceur à partir d'une liste d'attente. Producteur, productrice de lait, n'hésitez pas à rejoindre la coopérative.

RENFORCER LA SUISSE ALÉMANIQUE. Faireswiss doit mieux se développer en Suisse alémanique: une personne s'occupe désormais spécifiquement des réseaux sociaux en Suisse alémanique. L'équipe des St. Gallois assiste fortement la coopérative pour les contacts avec les médias, les organisations agricoles. Merci à eux!

La coopérative remercie toutes les personnes qui soutiennent le projet et donnent un avenir à la filière laitière. •

RETROUVEZ FAIRESWISS SUR :

facebook: <https://www.facebook.com/fareswiss>
instagram: <https://www.instagram.com/fareswiss/>
Pour tout renseignement: info@le-lait-equitable.ch



GUATÉMALA : L'AGROÉCOLOGIE ET L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE COMME MOYENS DE SURMONTER LA CRISE DU CORONAVIRUS

ALICE FROIDEVAUX

Le problème central de la crise Covid-19 est l'accès à la nourriture pour une grande partie de la population. Les familles de petits exploitants agricoles qui pratiquent une agriculture écologique et diversifiée sont peu touchées par la crise alimentaire. Cependant, les organisations de petits paysans doivent poursuivre leur lutte pour obtenir le soutien du gouvernement et une réelle reconnaissance dans la société.

LE GUATÉMALA est l'un des pays où la répartition de l'argent et des biens est la plus inégale : quelques familles influentes possèdent une grande partie des ressources économiques du pays. Plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté, plus de 20% dans l'extrême pauvreté. Les zones rurales et les peuples indigènes sont particulièrement touchés.

LA SITUATION ALIMENTAIRE DANS LE PAYS était déjà très problématique avant la pandémie. Selon l'indice de la faim dans le monde, 16% de la population y est sous-alimentée. Chez les enfants de moins de cinq ans, ce chiffre atteint 46,5%. Les raisons en sont non seulement la grande pauvreté, mais aussi les changements climatiques et les conséquences des grands projets économiques. Les longues sécheresses et les catastrophes naturelles récurrentes, telles que les ouragans et les éruptions volcaniques, rendent difficile la culture des légumes, du maïs ou du café. Les projets miniers financés par l'État et les monocultures de palmiers à huile ou de canne à sucre mettent en danger l'environnement, polluent l'eau et laissent la population sans défense. Il en résulte souvent l'expulsion de leur terre ancestrale.

CRISE DU CORONAVIRUS : LA FAIM EST PIRE QUE LE RISQUE D'INFECTION. À partir de mars 2020, le coronavirus s'est également propagé au Guatemala. Le gouvernement a très vite pris des mesures extrêmement strictes. Quelques jours après la détection des premiers cas positifs, les frontières ont été fermées et un verrouillage total avec couvre-feu a été imposé. Ces mesures ont été rigoureusement appliquées par le biais de lourdes amendes et par la répression.

Le Guatemala dispose d'une marge de manœuvre économique très limitée et il a épuisé toutes ses réserves sans tenir compte des conditions de vie de sa population. Les mesures liées au Covid-19 ont provoqué l'effondrement du secteur économique informel. Selon le recensement de 2018, envi-

ron 70% de la population guatémaltèque vit dans et à partir de ce système. La nourriture dans les supermarchés et sur les marchés s'est raréfiée et les prix ont fortement augmenté. "C'est dur pour ceux qui vivent au jour le jour pour se nourrir. On s'inquiète beaucoup de la manière dont on peut se procurer de la nourriture quand les gens ne sont pas autorisés à quitter leur maison et qu'ils n'ont pas de ressources financières", rapporte Inés Pérez, la représentante locale d'Action de Carême. Le désespoir de nombreuses familles guatémaltèques est visible partout. Chaque jour, des enfants, des femmes et des hommes se tiennent au bord de la route avec des drapeaux blancs à la main ou ils les accrochent sur leurs maisons. Ils signalent ainsi qu'ils sont dans le besoin et demandent de l'aide.

L'AGROÉCOLOGIE ET L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE COMME MOYENS DE SORTIR DE LA CRISE.

Contrairement à la population urbaine, les petites familles paysannes sont moins touchées par la crise économique et alimentaire déclenchée par le Covid-19, surtout celles qui s'appuient sur des systèmes agricoles diversifiés et sur l'économie solidaire locale. Argentina, épouse d'un paysan et membre du Réseau pour la souveraineté alimentaire au Guatemala (REDSAG), explique qu'elle peut bien faire face à cette période de crise grâce à ses jardins agro-écologiques : "Lorsque le président a annoncé les mesures, des connaissances m'ont demandé si j'avais déjà été au supermarché, si j'avais maintenant tout ce qu'il fallait pour tenir pendant les prochaines semaines. J'ai pu leur répondre que je n'avais pas besoin d'aller au supermarché". Et sa collègue María Margarita d'ajouter : "Nous vivons de notre parcelle de terre. Nous ne manquons de rien. Nous avons assez de nourriture : maïs, haricots, viande, lait. Nous avons des poules pondeuses, un jardin d'herbes aromatiques. Et parfois, il faut être ouvert à des alternatives. Quand il n'y a plus de pommes de terre, nous avons aussi du manioc et du taro. Nous avons même du sucre sous forme de panela, ou nous utilisons le miel de nos ruches. Souvent, les petits paysans commercialisent leurs produits. Argentina et María Margarita vendent leurs surplus sur les marchés locaux des paysans bio, qu'elles ont contribué à mettre en place. Ces revenus aident les familles à acheter d'autres produits nécessaires comme du savon et d'autres produits d'hygiène ou à payer les frais de scolarité de leurs enfants. María Margarita est consciente que sa situation n'est pas habituelle. Elle aimerait donc profiter de

la situation actuelle pour sensibiliser et motiver son quartier à créer des jardins familiaux ou des parcelles communautaires. "Nous sommes plus que disposés à partager nos connaissances et notre expérience. Mais nous devons également être conscients que tout cela ne se fait pas du jour au lendemain. Il m'a fallu environ 10 ans pour arriver là où je suis maintenant. Mais vous pouvez aussi commencer petit, pour être autonomes au moins pour quelques produits. "

LA LUTTE POUR LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE EST LONGUE ET ARDUE.

"Maintenant, les agriculteurs sont soudainement des héros, mais lorsqu'ils se soulèvent pour défendre leur territoire contre les projets miniers et hydroélectriques, ils nuisent au progrès". En avril 2020, des photos illustrant cette situation ont circulé à travers les médias sociaux au Guatemala et dans d'autres pays d'Amérique latine. Il montre l'amère réalité des petits paysans au Guatemala. Même s'ils ont été salués comme des héros dans le sillage de la pénurie d'approvisionnement, ils ne bénéficient d'aucun soutien réel de la part du gouvernement. Au contraire, ils sont censés faire place aux intérêts des grands propriétaires terriens et des sociétés agricoles internationales - si ce n'est volontairement, alors par la force. "Pour beaucoup, la méthode de production agro-écologique, avec beaucoup de travail manuel et la récupération des connaissances traditionnelles, signifie malheureusement un recul dans le développement productif. Même si nous pouvons montrer en pratique que nous pouvons mieux répondre au changement climatique et à d'autres défis, la volonté politique fait défaut. J'espère que la situation actuelle nous permettra enfin de discuter sérieusement d'une législation qui nous aidera, nous les petits producteurs", déclare M. Fabián, paysan et promoteur de l'agroécologie. •

Alice Froidevaux a travaillé pendant deux ans pour l'organisation belge Broederlijk Delen au Guatemala et fait partie du conseil d'administration du Guatemala Network Zurich



COMPTES ET BILAN 2020

SOU MIS À L'AG DU 11 MARS 2021

PERTES ET PROFITS 01.01.2020 - 31.12.2020

CHARGES		PRODUITS	
Charges de personnel		CA des ventes et prestations de services	
Indemnité de défraiement pour la présidence	3'000.00	Abonnements toutes sections confondues	193'001.00
Charges de personnel		Cotisations EMB	2'582.60
Salaires de base	189'882.85	Ventes	
Divers non soumis	- 3.05	Ventes de marchandises	
Charges sociales		Don	33'752.56
AVS, AI, APG, ass.-chômage	18'565.05	Mandats	280.00
Caisse d'allocations familiales	8'227.10	Ventes diverses- matériel	507.00
Prévoyance professionnelle	13'603.85	Part de réserve remise sur 2020	10'000.00
Assurance-accidents	3'570.10	Rentrées travail, 1% ACP (Tournerêve)	1'809.00
Assurance IJM	8'322.00	Mandat GE MaTerre	22'200.00
Indemnités journalière accident	- 820.00	M. lait équitable (2018-2019)	49'250.00
Autres assurances	461.15	Publicité	794.40
Autres charges de personnel			
Frais de voyages/transport	9'282.40		
Frais de repas/hébergement	470.00		
Frais forfaitaires/participation loyer	4'392.30		
Frais de représentation, tél div.	5'888.90		
Frais de formation	81.20		
Autres charges d'exploitation			
Loyer 5'916.00			
Cotisation ECVC	6'248.21		
Cotisation EMB	1'674.01		
Conférences, rencontres			
ECVC conférence, discussions	185.07		
Charges administration et informatique			
Matériel de bureau,, photocopie etc	2'166.77		
Pro littéris	127.10		
Newsletter envoi	1'495.05		
Frais de port	1'473.10		
Abonnements et journaux	882.00		
Soutien divers associations	2'460.00		
Téléphones	1'200.00		
Frais assemblées	759.00		
Frais activité ponctuelle-conférence	772.60		
Frais manifestations	700.00		
Impression journal	15'562.00		
Envoi journal	2'904.75		
Promotion j. recherche de membre	1'100.00		
Photographies pour journal	780.00		
Frais matériel publicitaire & propagande	155.10		
Tee shirt	613.25		
Frais de traductions	1'958.44		
Frais divers	1'233.00		
Matériel informatique-entretien	1'646.10		
Frais de banque et chèques postaux	578.40		
		Différence (perte)	3'337.24
	317'513.80		317'513.80

BILAN FINAL 01.01.2020 - 31.12.2020

ACTIFS		PASSIFS	
Actifs		Dettes à court terme	
Liquidités et titres		Dettes à court terme résultant d'achats	
Raiffeisen cpte courant	60'976.29	Créanciers	8'959.94
Raiffeisen compte don	1'128.43	Fonds juridique	1'200.00
Actifs transitoires		Dettes à court terme liées aux salaires	
Actifs transitoires	7'547.50	Impôt source	-208.25
Actifs immobilisés		Capitaux propres	
Immobilisations financières		Capital/Privé	
Garantie à La Poste	1'507.70	Réserve	15'000.00
GRIEF	1'000.00		
		Différence (capital)	47'208.23
	72'159.92		72'159.92

CONVOCAION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'UNITERRE

L'assemblée générale d'Uniterre aura lieu le jeudi 11 mars 2021 de 19h30 – 21h par visio-conférence. Nous avons besoin de votre présence pour valider les comptes 2019 et 2020. Merci de vous annoncer par mail à info@uniterre.ch si vous désirez participer à l'AG. Vous recevrez le lien vers la vidéo-conférence par e-mail.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1. PV de l'AG du 7 avril 2019
2. Rapport du Président
3. Rapport du Secrétariat
4. Réélection du Président
5. Comptes 2019¹ et 2020 et rapport des vérificateurs
6. Budget 2021
7. Adoption des rapports, des comptes 2020 ainsi que du budget 2021
8. Présentation du programme de l'assemblée d'Uniterre du jeudi 20 mai²

RÉSERVER LE 20 MAI 2021

Une occasion de nous retrouver, enfin, en chair et en os et de définir notre mode de fonctionnement et nos objectifs et aussi de planifier ensemble nos activités 2021 et 2022, qui comptent des échéances politiques cruciales pour notre agriculture. Nous devons nous mettre d'accord toutes et tous sur les positions que nous voulons défendre en tant qu'Uniterre.

¹ Les comptes 2019 ont été publiés dans le premier numéro 2020 de notre journal.

² Lire aussi p.5 de ce numéro: Des membres qui s'engagent

Coordonnées bancaires pour vos dons

Banque Raiffeisen Broye Vully Lacs
1564 Domdidier
CCP de la Raiffeisen 17-1378-2
IBAN: CH23 8080 8002 5119 3914 1

UNITERRE
av. du Grammont 9
1007 Lausanne

UNITERRE est reconnu d'utilité publique par les autorités fiscales du Canton de Vaud. Vous pourrez déduire de vos impôts tous vos dons à UNITERRE. MERCI!

LA FILIÈRE DU LAIT MISE À MAL

MAURUS GERBER
SCUOL, MEMBRE D'UNITERRE

La tâche de PSL et d'IP Lait est de promouvoir la création de valeur ajoutée et de défendre les parts de marché, dans le but de renforcer notre l'économie laitière. Depuis des années, la production laitière, notamment la filière du lait de centrale, souffre d'un déséquilibre flagrant entre producteurs et acheteurs / transformateurs.

Nos organisations faïtières s'opposent avec succès au projet de verser le supplément pour la transformation en fromage directement au producteur. Le résultat:

- Chaque année, des dizaines de millions destinées aux seuls producteurs continuent à s'engouffrer dans les caisses des transformateurs.
- Du fromage produit avec du lait B est exporté à Frs. 3.- le kg et concurrence ainsi nos fromages à haute valeur ajoutée.

LE 4 NOVEMBRE 2020, l'IP Lait se félicitait du fait que "l'augmentation de la demande de produits laitiers suisses engendre une hausse des prix à la production. Pour août, la surveillance du prix du lait de la Fédération des producteurs suisses de lait PSL constate une augmentation de 3 centimes du prix du lait de centrale par rapport à l'année précédente."

Comme par hasard, le Tapis vert, introduit en grande pompe dès le 1er septembre 2019, a valu au producteur de lait un supplément de 3 cts. / litre. Autre hasard: Depuis la même date, la retenue de 0,9 cts par litre de lait a été suspendue, le fond de régulation ayant atteint son plafond. Le résultat:

- Pour la production, " l'augmentation de la demande" engendre une baisse (!) de 0,9 centimes.
- En plus, les acheteurs jouent à volonté avec le prix et le pourcentage du segment B.

FIN NOVEMBRE 2020, l'IP Lait a annoncé une hausse du prix indicatif de 2 cts. / litre de lait pour le 1er janvier 2021. Cette hausse est le résultat de deux tours de négociations intenses et de longue durée, où le groupe des producteurs a présenté un front très uni. Lors de ces négociations non plus, nous n'avons pas fait de "cadeaux", écrit PSL. J'en retiens ceci:

- Il faudra vérifier que ces 2 cts. seront effectivement versés aux producteur.trice.s, pour éviter qu'une ruse quelconque soit inventée pour continuer à saigner la production.
- Les lois du marché fonctionnent surtout en cas de moindre surplus de lait. En cas de pénurie, c'est le droit du plus fort!
- S'il représentait uniquement et à fond les intérêts des producteurs, le groupe d'intérêts "Production" de l'IP Lait pourrait obtenir des améliorations conséquentes pour la production.

Chères productrices, chers producteurs de lait, êtes-vous conscient.e.s à quel point on se moque de vous? Êtes-vous conscient.e.s de quel état d'esprit, quelle désinformation, quelle démagogie vous soutenez actuellement en payant des cotisations à "vos" organisations faïtières? Pour sauver à long terme la production laitière, n'élisez que de vrais représentant.e.s qui défendent becs et ongles vos intérêts.

Agissez avant qu'il ne soit trop tard, avant que la production de lait ne soit définitivement enterrée! •

AGRICULTURE INTENSIVE ET RÉSISTANCE

ROBIN DESBOIS
MEMBRE D'UNITERRE

Le 18 décembre 2020, un Webinaire d'«Agriculture du Futur» a réuni plus de trente participant.e.s de plusieurs régions de Suisse: Diverses personnes engagées pour une agriculture durable et socialement responsable ont discuté des conditions de travail dans l'agriculture de divers pays, concrètement la Suisse, l'Italie et l'Espagne. Dans ce cadre, les porte-paroles du syndicat espagnol SOC-SAT¹ ont donné un aperçu des répercussions sociales et écologiques de l'agriculture intensive en Andalousie: Ce modèle soumet les producteur.trice.s à des exigences multiples, en amont (fournisseurs d'intrants tels que graines, pesticides, engrais etc.) comme en aval (commerce en gros, de détail). Mais c'est avant tout, le commerce qui dicte les prix payés aux producteur.trice.s en fonction de ses propres intérêts, privilégiant une production délocalisée et concentrée là où les conditions permettent une production de masse à bas prix.

COÛTS SOCIAUX. Ce type d'agriculture provoque d'immenses dégâts sociaux. Almeria produit des fruits et légumes qui sont exportés, depuis environ 40 ans, dans toute l'Europe et même au-delà. Cette production est basée sur l'exploitation des travailleur.se.s dans des conditions de travail précaires. Beaucoup de ces personnes sont des migrant.e.s: Travaillant sans contrat ou avec des contrats de journaliers, ils peuvent être licenciés à tout moment. Très souvent, les lois ou les conventions collectives de travail ne sont pas appliquées, les salaires minimaux ne sont pas payés et des heures supplémentaires non rémunérées peuvent être exigées à tout moment sous peine de licenciement etc.

COÛTS ÉCOLOGIQUES. Sur le plan écologique aussi, les coûts de cette production sont énormes: A Almeria il s'agit de surexploitation des réserves d'eau, qui provoque la baisse des nappes phréatiques et leur contamination par l'azote et les pesticides, de dissémination de plastiques qui s'accumulent dans les fosses et rivières, de pertes en biodiversité et d'émissions de CO₂ (etc.).

AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET SOCIALE. Les consommateur.trice.s attendent des produits biologiques qu'ils soient cultivés dans des conditions de travail décentes. Ce point a suscité de nombreuses réactions des participant.e.s, lorsqu'ils ont appris des militant.e.s du SOC-SAT que les conditions de travail dans beaucoup d'entreprises bio ne diffèrent malheureusement aucunement de celles des entreprises conventionnelles. En particulier des grandes compagnies de production bio telles que "Bio Sabor" ou "Haciendas Bio", qui ont répondu aux revendications des ouvrier.e.s par la répression et le licenciement de travailleurs. Malheureusement, les labels Bio Suisse ou Déméter promettent depuis des années de contrôler les conditions de travail, mais ils s'en sont toujours tenus à des promesses et il est clair maintenant qu'ils ne les tiendront pas!

LUTTE POUR DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉCENTES. Les travailleur.se.s sont de moins en moins disposé.e.s à accepter des conditions de travail précaires. Des grèves et des actions de protestation ont régulièrement lieu, organisées par le SOC-SAT ou d'autres syndicats. Fin 2020, de nombreuses entreprises ont été bloquées par des ouvriers et ouvrières qui demandaient de négocier les conventions collectives de travail non adaptées depuis des années. •

¹ SOC-SAT: syndicat des ouvriers agricoles - syndicat andalou des travailleurs. Voir: <https://socsatalmeria.org>

AGENDA

Assemblée générale Uniterre

L'assemblée générale d'Uniterre aura lieu le jeudi 11 mars 2021 de 19h30 - 21h par visio-conférence.

Merci de vous annoncer par mail à info@uniterre.ch si vous désirez participer à l'AG. Vous recevrez le lien vers la vidéo-conférence par e-mail. voir p 7: invitation et inscription

5ème Rencontre des Communs

Echange, partage et mise en réseau pour une agriculture solidaire et régénérative
Ve. 16 - di. 18 avril 2021,
ferme de la Touvière, Meinier (Genève)
b-allmend.ch

Journée Stratégie Uniterre

Le 20 mai 2021: Stratégie et planification 2021 - 2022. Réservez la date!

Manifestation: L'alimentation c'est politique!

Samedi, 05 juin 2021, 15h00 - 17h30, Place Fédérale
Organiser par: Agriculture du futur

LES SECTIONS D'UNITERRE

Les sections cantonales sont la colonne vertébrale d'Uniterre. Devenez membre et engagez-vous dans le travail des sections!

Neuchâtel Philippe Reichenbach 079 640 89 63

Genève Ruedi Berli 078 707 78 83

Fribourg Laurent Curty 079 508 86 35

Vaud André Muller 021 652 75 50

Jura 021 601 74 67

Chablais Pierre Moreillon 024 499 21 17

Valais contact: 078 640 82 50
Uniterre veut relancer une section

Deutschschweiz Mathias Stalder 076 409 72 06

IMPRESSUM

Secrétariat / Publicité

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,
021 601 74 67 www.uniterre.ch info@uniterre.ch

Responsables du journal

Ulrike Minkner, u.minkner@uniterre.ch
Michelle Zufferey, m.zufferey@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse

Claude Mudry, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch

Traductions

Stefanie Schenk
Michael Huber
Bureau

Photographies/ Illustrations

Kurt Graf Archiv 1
Eric Roset 2,5
Alice Froidevaux 6

Imprimerie

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs
1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.

RESPIBOL BOLUS aux plantes
Soutien respiratoire
veaux, élevage et engraissement
LGC SA
1627 Vaulruz
026 913 79 84
www.lgc-sa.ch

Uniterre Crésus
Crésus Comptabilité Crésus Salaires Crésus Facturation